

PROJET DE LOI N°1/...DU.../.../2023 PORTANT RATIFICATION PAR LE  
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI DE L'ACCORD  
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI ET LE  
GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE SUR LA  
COOPERATION DANS LE DOMAINE DE L'UTILISATION DE L'ENERGIE  
NUCLEAIRE A DES FINS PACIFIQUES.

EXPOSE DES MOTIFS

0. INTRODUCTION

En marge du Sommet Russie-Afrique tenu en dates du 27 et 28 juillet 2023, à Saint Petersburg en Russie, le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la Fédération de Russie, ont signé un Accord de Coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Cet Accord repose sur l'intérêt mutuel d'établir un cadre juridique stable pour faciliter une coopération en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Les jalons de cet accord avaient été posés dans les déclarations conjointes publiées lors de la visite de travail au Burundi du Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, mardi le 30 mai 2023.

La coopération dans le domaine de l'utilisation nucléaire à des fins pacifiques est appelée à devenir un des volets majeurs du partenariat stratégique déjà établi entre le Burundi et la Russie depuis 60 ans.

Toutefois, l'accès du Burundi à une Coopération bilatérale dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ne pouvait se concevoir que dans un cadre compatible avec le régime international de non-prolifération nucléaire. C'est dans ce cadre que le Burundi a déjà souscrit à un certain nombre d'engagements internationaux en adhérant aux Conventions et Organisations Internationales en la matière à base desquelles le Burundi a conçu différents projets et programmes qui en découlent et dont leur mise en œuvre nécessite une certaine expertise et équipements appropriés.

Ainsi, l'expertise acquise par le Gouvernement de la Fédération de Russie dans ce domaine le rend particulièrement bien placé pour répondre aux attentes du Burundi, en accord avec l'action qu'elle mène en faveur du développement responsable des usages pacifiques de l'énergie nucléaire.

Quant à l'article 7, la coopération dans les axes indiqués à l'article 3 est effectuée par les organisations Burundaises et Russes désignés à cet effet par les organes compétents des parties désignés à travers la signature des contrats ou traités d'exécution.

L'article 8 mentionne des consignes requises pour la transmission d'information entre les deux Parties et la manière de sa protection dans le cadre de l'application du présent Accord.

L'article 9 indique les modalités et conditions d'utilisation de la propriété intellectuelle ainsi que la protection juridique de ses résultats qui doivent être consignés dans les contrats conclus à cet effet par les organes de deux Parties.

L'article 10 évoque les principes fondamentaux de contrôle des exportations, de transfert de matières nucléaires, les équipements des matériaux non nucléaires spéciaux et les technologies appropriées nucléaires suivant les normes, principes et pratiques de l'AIEA conformément aux obligations des Parties qui découlent du Traité de Non-Prolifération des Armes Nucléaires du 1<sup>er</sup> juillet 1968 ainsi que d'autres traités dont les deux Parties sont membres.

L'article 11 indique des exceptions qui s'appliquent à quelques matières en ce qui concerne le transfert de technologie et des installations.

L'article 12 établit le cadre légal applicable en cas des dommages nucléaires pouvant résulter de la coopération dans le cadre du présent Accord.

L'article 13 dudit Accord précise les modalités de règlement des différends qui pourraient naître de l'application ou de l'interprétation du présent Accord entre les Parties.

L'article 14 prévoit la possibilité de modification du présent Accord en cas de consentement mutuel des Parties.

L'article 15 précise les modalités de l'entrée en vigueur, la durée de validité ainsi que les modalités de dénonciation du présent Accord.

## II. Conclusion

Compte tenu des arguments ci-haut développés, il est demandé au Parlement d'approuver le Projet de Loi (en annexe) portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la Coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, signé à Saint-Petersbourg le 27 juillet 2023 qui lui est soumis afin de le transmettre au Parlement pour adoption.



## ACCORD

entre le Gouvernement de la République du Burundi  
et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la coopération  
dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques

Le Gouvernement de la République du Burundi et Le Gouvernement de la Fédération de Russie, dénommés ci-après «Parties»; considérant de ce que les Etats des Parties sont membres de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et participants du Traité de Non-Prolifération des Armes Nucléaires du 1<sup>er</sup> juillet 1968;

se conformant aux dispositions de l'Accord entre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique sur l'Application des Garanties en Union des Républiques Socialistes Soviétiques du 21 février 1985 et du Protocole Additionnel entre la Fédération de Russie et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique de l'Accord entre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique sur l'Application des Garanties en Union des Républiques Socialistes Soviétiques du 22 mars 2000;

se conformant aux dispositions de l'Accord entre la République du Burundi et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique sur l'Application des Garanties en rapport avec le Traité de Non-Prolifération des Armes Nucléaires du 27 septembre 2007 et du Protocole supplémentaire à l'Accord entre la République du Burundi et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique sur l'Application des Garanties en rapport avec le Traité de Non-Prolifération des Armes Nucléaires du 27 septembre 2007;

prenant en compte que la République du Burundi est participante du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique du 11 avril 1996 dont la Fédération de Russie est participante des Protocoles I et II à ce dernier;

en reconnaissant que l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, aussi bien que la garantie de la sécurité nucléaire et radiologique sont facteurs importants pour la garantie du développement social et économique des Etats des deux Parties;

aspirant à contribuer au développement continu de la coopération entre les Etats des Parties dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

ont convenu de ce qui suit:

«propriété intellectuelle obtenue en commun» – propriété intellectuelle obtenue au résultat de l'exercice de l'activité commune (collaboration) au cours de la réalisation du présent Accord.

## Article 2

Les Parties développent leur coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques conformément aux besoins et priorités de leurs programmes nucléaires nationaux.

La coopération se développe selon les clauses du présent Accord et suivant la législation de l'Etat de chaque Partie.

## Article 3

Les Parties coopèrent dans les axes suivants:

1) assistance à la création et à la mise au point de l'infrastructure de l'énergie atomique de la République du Burundi, y compris le système de réglementation étatique de la sécurité conformément aux recommandations internationales;

2) élaboration des projets et installation des réacteurs nucléaires énergétiques et des réacteurs nucléaires de recherche, ainsi que des installations de dessalement de l'eau et des accélérateurs de particules élémentaires;

3) prestation des services du cycle du combustible nucléaire pour les centrales atomiques et pour les réacteurs nucléaires de recherche;

4) gestion des déchets radioactifs;

5) garantie de la sûreté et sécurité nucléaire et radiologiques, réaction aux situations d'urgence;

6) gestion de la sécurité nucléaire et radiologique, surveillance de la protection physique des matériaux nucléaires, des installations nucléaires, des sources radiantes, des points de conservation des matériaux nucléaires et des substances radioactives, aussi bien que des systèmes de comptage et de contrôle des matériaux nucléaires, des substances radioactives et des déchets radioactifs;

7) utilisation des équipements d'entraînement pour la préparation du personnel de la branche atomique, y compris pour le travail avec les équipements de manipulation du combustible nucléaire irradié et des déchets radioactifs;



du personnel de l'organisme de gestion d'Etat de la sécurité nucléaire et radiologique de la République du Burundi).

de la part de la Partie Burundaise – le Ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines de la République du Burundi et l'Equipe Technique (dans tous les domaines, y compris la gestion de la sécurité nucléaire et radiologique, la surveillance de la protection physique des matériaux nucléaires, des installations nucléaires, des sources radiantes, des points de conservation des matériaux nucléaires et des substances radioactives, des systèmes de comptage et de contrôle des matériaux nucléaires, des substances radioactives et des déchets radioactifs);

2. Les Parties avertissent immédiatement l'une à l'autre par voie diplomatique en cas de changement de leurs organes compétents, de leurs dénominations ou bien de leurs fonctions.

#### Article 6

Les organes compétents des Parties constituent un comité de coordination conjoint composé par les représentants nommés par les organes compétents des Parties pour le contrôle de l'exécution du présent Accord, pour résoudre les questions qui peuvent apparaître lors de l'exécution de ce dernier et pour la réalisation des consultations relatives à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Les réunions du comité de coordination conjoint sont tenues suivant les besoins, à tour de rôle, en République du Burundi et en Fédération de Russie conformément aux concertations des organes compétents des Parties.

Les groupes de travail conjoints sont formés selon les concertations des organes compétents des Parties pour la réalisation des projets distincts dans le cadre de la réalisation du présent Accord.

#### Article 7

La coopération dans les axes prévus par l'article 3 du présent Accord s'effectue par les organisations burundaises et russes, par les organes compétents autorisés des Parties (ci-après – organisations autorisées) par la voie de signature des contrats (traités) définissant l'étendue de coopération, les droits et les obligations des organisations autorisées et d'autres participants des contrats (traités), les conditions financières et d'autres conditions de coopération conformément à la législation de l'Etat de chaque Partie.



La propriété intellectuelle précédente mise à disposition d'une Partie, de son organe compétent ou bien de ses organisations autorisées sera utilisée exclusivement selon les conditions des contrats (traités) conclus à des fins de réalisation du présent Accord et elle ne sera pas mise à disposition d'un tiers sans accord écrit de l'autre Partie, des organes compétents ou bien des organisations autorisées de cette dernière qui ont mis à disposition la propriété intellectuelle précédente.

Les Parties, leurs organes compétents et bien leurs organisations autorisées prennent toutes les mesures nécessaires conformément à la législation de l'Etat de chaque Partie et aux traités internationaux dont les participants sont les Etats des Parties, pour garantir la protection des résultats de l'activité intellectuelle, pour défendre la propriété intellectuelle obtenue en commun et la propriété intellectuelle précédente dont l'utilisation est nécessaire pour la réalisation du présent Accord.

2. Les modalités et les conditions de consécration des droits, de garantie de la protection juridique des résultats de l'activité intellectuelle obtenus dans le cadre du présent Accord, de la disposition et de la défense de la propriété intellectuelle seront déterminées dans les contrats (traités) signés au cours de la réalisation du présent Accord.

3. En ce qui concerne la mise à disposition de la propriété intellectuelle précédente, la distribution et la consécration des droits pour les résultats de l'activité intellectuelle obtenus en commun au cours de la réalisation du présent Accord, aussi bien que la défense de la propriété intellectuelle obtenue en commun, les organes compétents des Parties ou les organisations autorisées concluent les contrats (traités) au cours de la réalisation du présent Accord dans lesquels ils prévoient les obligations relatives:

1) à la mise à disposition et à l'utilisation de la propriété intellectuelle précédente seulement après la garantie de sa protection juridique sur le territoire de l'Etat où il est prévu d'utiliser une telle propriété intellectuelle;

2) au comptage approprié des apports correspondants des Parties, de leurs organes compétents ou bien de leurs organisations autorisées, y compris de la propriété intellectuelle précédente, lors de la distribution et la consécration des droits pour les résultats de l'activité intellectuelle obtenus en commun au cours de la réalisation du présent Accord et des revenus de leur utilisation;

3) aux modalités de garantie de la protection juridique des résultats de l'activité intellectuelle obtenus en commun au cours de la réalisation du



donnent un tel accès, par les organes compétents ou bien par les organisations autorisées de cette dernière.

La Partie, ses organes compétents ou bien ses organisations autorisées qui ont reçu l'accès aux résultats de l'activité intellectuelle et/ou au secret professionnel (know-how), s'obligent de ne pas utiliser les résultats pareils de l'activité intellectuelle et/ou le secret professionnel (know-how) pour la réalisation de leurs propres travaux scientifiques de recherche et de développement, ni pour les travaux technologiques sans accord écrit préalable de la Partie ou bien des organes compétents de cette dernière ou des organisations autorisées.

La Partie qui a reçu l'accès aux résultats de l'activité intellectuelle et/ou au secret professionnel (know-how), aussi bien que ses organes compétents ou ses organisations autorisées, s'obligent de ne pas divulguer, de ne pas publier, de ne pas utiliser tels résultats de l'activité intellectuelle et/ou le secret professionnel (know-how) pour réaliser un bénéfice et de ne pas les mettre à disposition d'un Etat tiers, à disposition des organisations internationales ou de tout tiers.

Le droit d'obtention d'un brevet pour les résultats de l'activité intellectuelle brevetables qui se trouvent dans l'information relative aux résultats de l'activité intellectuelle mis à disposition et/ou le secret professionnel (know-how), appartient à la Partie qui les met à disposition, aux organes compétents ou bien aux organisations autorisées de cette dernière. La Partie qui reçoit le secret professionnel (know-how) et/ou l'information relative aux résultats de l'activité intellectuelle, aussi bien que l'organe compétent ou bien les organisations autorisées de cette Partie s'obligent de ne pas entreprendre les actions dirigées à la consécration des droits pour les résultats de l'activité intellectuelle pareils. En cas de violation de cette clause la Partie qui reçoit le secret professionnel (know-how) et/ou l'information relative aux résultats de l'activité intellectuelle, aussi bien que l'organe compétent ou bien les organisations autorisées de cette Partie s'obligent de transmettre complètement et gratuitement les droits pour les résultats de l'activité intellectuelle pareils à la Partie qui transmet le secret professionnel (know-how) et/ou l'information relative aux résultats de l'activité intellectuelle, aussi bien qu'aux organes compétents ou bien aux organisations autorisées de cette dernière.

5. Pour éviter un accès non-autorisé aux résultats de l'activité intellectuelle et/ou du secret professionnel (know-how) qui peuvent être mis à



la République du Burundi et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique sur l'Application des Garanties en rapport avec le Traité de Non-Prolifération des Armes Nucléaires du 27 septembre 2007;

3) seront garantis par les mesures de protection physique au niveau au moins équivalent des niveaux recommandés par le document de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique «Recommandations sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires» (INFCIRC/225/Revision 5);

4) ne seront réexportés ou bien soustraits à la juridiction de la République du Burundi pour tout autre Etat que conformément aux conditions prévues par le présent article.

3. Le matériau nucléaire transmis à la République du Burundi dans le cadre du présent Accord, ne sera pas enrichi jusqu'à 20 pour cent et plus quant à l'isotope de l'uranium-235, aussi bien qu'il ne sera pas enrichi ni traité sans accord écrit préalable de l'organisme compétent de la Partie cédante revêtu conformément à la législation de la Fédération de Russie.

4. Les articles à double usage et les technologies appropriées appliquées pour les buts nucléaires et reçus de la part de la Fédération de Russie en vertu du présent Accord et toutes leurs copies reproduites:

1) seront utilisés uniquement pour les buts déclarés qui ne sont pas liés à l'activité de création des dispositifs nucléaires d'explosion;

2) ne seront pas utilisés pendant l'exercice de l'activité dans le domaine du cycle nucléaire combustible qui n'est pas couverte par les garanties de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique;

3) ne seront pas recopiés, modifiés, réexportés ou transmis aux tiers sans permission écrite des organisations russes autorisées revêtu conformément à la législation de la Fédération de Russie.

5. Les Parties coopèrent dans les questions de contrôle de l'exportation des matériaux nucléaires, des équipements, des matériaux non-nucléaires spéciaux et des technologies appropriées, aussi bien que des articles à double usage. Le contrôle de l'utilisation des matériaux nucléaires, des équipements, des matériaux non-nucléaires spéciaux et des technologies appropriées, aussi bien que des matériaux nucléaires et non-nucléaires spéciaux, des installations et des équipements fabriqués sur leur base ou bien au résultat de leur utilisation et fournis s'effectue dans l'ordre adopté par les Parties par la voie de consultations.



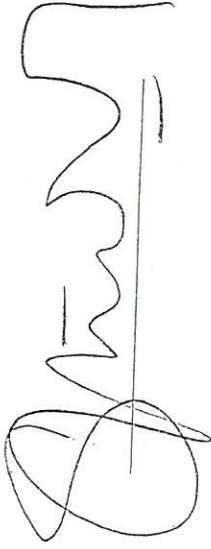
Le présent Accord est conclu pour une durée de 10 ans, à l'expiration de laquelle il sera reconduit de plein droit pour des périodes de 5 ans postérieures, si aucune Partie ne notifie sous forme écrite, par voie diplomatique, à l'autre Partie, avec un préavis fait au moins 6 mois avant l'expiration de la période initiale son intention de dénoncer le présent Accord.

La fin du présent Accord n'affecte pas les programmes, projets et contrats (traités) dont l'exécution est commencée pendant la durée du présent Accord et n'est pas achevée avant la date de sa fin, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

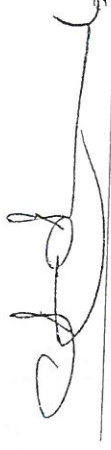
En cas de fin du présent Accord les obligations des Parties, prévues par les articles 8 – 12 du présent Accord, restent en vigueur.

Fait à Saint Petersburg, le 27 ..... / ..... 07 /2023, en deux versions, française et russe, chacune faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République du Burundi



Pour le Gouvernement  
de la Fédération de Russie



## Статья 1

Термины, используемые в настоящем Соглашении, имеют значения, указанные в документах Международного агентства по атомной энергии, содержащих руководящие принципы экспорта ядерного материала, оборудования и технологий (INFCIRC/254/Part 1 и INFCIRC/254/Part 2), с учетом изменений, вносимых в эти документы. Любое такое изменение имеет силу в рамках настоящего Соглашения только в том случае, если Стороны проинформируют друг друга в письменной форме по дипломатическим каналам о том, что они принимают такое изменение.

Термин "интеллектуальная собственность" имеет значение, указанное в статье 2 Конвенции, учреждающей Всемирную организацию интеллектуальной собственности, подписанной в г. Стокгольме 14 июля 1967 г.

Термины, используемые в настоящем Соглашении, означают следующее:

"информация" - научные, коммерческие, технические данные и (или) сведения в любой форме, соответствующим образом определенные по договоренности компетентных органов Сторон для предоставления или обмена в рамках настоящего Соглашения.

"предшествующая интеллектуальная собственность" - интеллектуальная собственность, полученная вне рамок выполнения работ по договорам (контрактам), заключенным в ходе реализации настоящего Соглашения, принадлежащая одному из государств Сторон, и (или) ее компетентным органам, и (или) ее уполномоченным организациям и иным юридическим и (или) физическим лицам каждого из государств Сторон, использование которой необходимо для выполнения настоящего Соглашения;

"результаты интеллектуальной деятельности" - научные, конструкторские, технические и технологические решения, содержащиеся в технической и научно-технической документации и (или) в продукции, разрабатываемой, производимой и поставляемой в ходе сотрудничества по настоящему Соглашению;

"секрет производства (ноу-хау)" - сведения любого характера (производственные, технические, экономические, организационные и другие) о результатах интеллектуальной деятельности в научно-технической сфере и о способах осуществления профессиональной



6) регулирование ядерной и радиационной безопасности, надзор за физической защитой ядерных материалов, ядерных установок, радиационных источников, пунктов хранения ядерных материалов и радиоактивных веществ, а также за системами учета и контроля ядерных материалов, радиоактивных веществ и радиоактивных отходов;

7) использование тренажеров для подготовки персонала атомной отрасли, в том числе для работы на оборудовании по обращению с радиоактивными отходами;

8) осуществление фундаментальных и прикладных исследований в области использования атомной энергии в мирных целях;

9) производство радиоизотопов и их применение в промышленности, медицине и сельском хозяйстве;

10) обучение, подготовка и переподготовка специалистов для атомной отрасли Республики Бурунди, включая персонал государственного органа регулирования ядерной и радиационной безопасности Республики Бурунди;

11) другие направления сотрудничества, которые могут быть согласованы Сторонами в письменной форме по дипломатическим каналам.

#### Статья 4

Сотрудничество по направлениям, предусмотренным статьей 3 настоящего Соглашения, осуществляется в следующих формах:

формирование совместных рабочих групп для выполнения конкретных проектов и научных исследований;  
обмен экспертами;  
организация семинаров и симпозиумов;  
содействие в обучении и подготовке научного и технического персонала;

обмен научно-технической информацией;  
поставка оборудования, материалов и компонентов.

Сотрудничество может также осуществляться в других формах, которые согласовываются Сторонами в письменной форме по дипломатическим каналам.

Федерации в соответствии с договоренностью компетентных органов Сторон.

Совместные рабочие группы формируются в соответствии с договоренностью компетентных органов Сторон для реализации отдельных проектов в рамках настоящего Соглашения.

#### Статья 7

Сотрудничество по направлениям, предусмотренным статьёй 3 настоящего Соглашения, осуществляется бурундийскими и российскими организациями, уполномоченными компетентными органами Сторон (далее - уполномоченные организации), путем заключения договоров (контрактов), в которых определяются объем сотрудничества, права и обязанности уполномоченных организаций и других участников договоров (контрактов), финансовые и другие условия сотрудничества в соответствии с законодательством каждого из государств Сторон.

Уполномоченные организации обеспечивают включение в договоры (контракты) необходимых условий, обеспечивающих соблюдение уполномоченными организациями и другими участниками договоров (контрактов) положений настоящего Соглашения.

#### Статья 8

В рамках настоящего Соглашения не осуществляется передача сведений, составляющих государственную тайну Российской Федерации и (или) государственную тайну Республики Бурунди.

Информация, которая передается в рамках настоящего Соглашения или создается в рамках его выполнения и в отношении которой передающая Сторона обусловила необходимость соблюдения конфиденциальности, должна быть четко определена как таковая. Сторона, передающая подобную информацию в рамках настоящего Соглашения, обозначает такую информацию на русском языке путем проставления отметки "Для служебного пользования", на французском языке - "Confidentielle".

Сторона, получившая маркированную таким образом информацию, защищает ее на уровне, эквивалентном уровню защиты, обеспечиваемому передающей Стороной. Такая информация не подлежит разглашению или



интеллектуальной собственности, использование которой необходимо для реализации настоящего Соглашения.

2. Порядок и условия закрепления прав, обеспечения правовой охраны создаваемых в рамках настоящего Соглашения результатов интеллектуальной деятельности, распоряжения интеллектуальной собственностью и ее защиты определяются в договорах (контрактах), заключаемых в ходе реализации настоящего Соглашения.

3. В отношении предоставления предшествующей интеллектуальной собственности, распределения и закрепления прав на результаты интеллектуальной деятельности, созданные совместно в ходе реализации настоящего Соглашения, а также защиты совместно полученной интеллектуальной собственности компетентные органы Сторон или уполномоченные организации предусматривают в договорах (контрактах), заключаемых в ходе реализации настоящего Соглашения, обязательства, касающиеся:

1) предоставления и использования предшествующей интеллектуальной собственности только после обеспечения ее правовой охраны на территории государства, где планируется использовать такую интеллектуальную собственность;

2) должного учета соответствующих вкладов Сторон, их компетентных органов или уполномоченных организаций, в том числе предшествующей интеллектуальной собственности, при распределении и закреплении прав на результаты интеллектуальной деятельности, созданные совместно в ходе реализации настоящего Соглашения, и доходов от их использования;

3) порядка обеспечения правовой охраны результатов интеллектуальной деятельности, созданных совместно в ходе реализации настоящего Соглашения, и порядка очередности подачи заявок на выдачу патентов, согласно которой заявки на выдачу патентов на охраноспособные результаты интеллектуальной деятельности, созданные на территории Российской Федерации, в первую очередь подаются в федеральный орган исполнительной власти по интеллектуальной собственности, а заявки на выдачу патентов на охраноспособные результаты интеллектуальной деятельности, созданные на территории Республики Бурунди, в первую очередь подаются в Патентное бюро при Национальной комиссии по высшему образованию Республики Бурунди;



органов или уполномоченных организаций, представивших такой доступ, не использовать такие результаты интеллектуальной деятельности и (или) секреты производства (ноу-хау) для проведения собственных научно-исследовательских, опытно-конструкторских и технологических работ.

Сторона, ее компетентные органы или уполномоченные организации, получившие доступ к результатам интеллектуальной деятельности и (или) секретам производства (ноу-хау), обязуются не разглашать, не публиковать, не использовать для извлечения прибыли и не предоставлять доступ к таким результатам интеллектуальной деятельности и (или) секретам производства (ноу-хау) третьему государству, международным организациям, а также любому третьему лицу.

Право на получение патента на охраноспособные результаты интеллектуальной деятельности, содержащиеся в предоставленных сведениях о результатах интеллектуальной деятельности и (или) секретах производства (ноу-хау), принадлежит передающей Стороне, ее компетентным органам или уполномоченным организациям. Принимающая Сторона, ее компетентные органы или уполномоченные организации обязуются не предпринимать действия по закреплению за собой прав на такие результаты. В случае нарушения этого положения принимающая Сторона, ее компетентный орган или уполномоченные организации обязуются на безвозмездной основе и в полном объеме передать права на такие результаты передающей Стороне, ее компетентным органам или уполномоченным организациям.

5. Во избежание несанкционированного доступа к результатам интеллектуальной деятельности и (или) секретам производства (ноу-хау), права на которые могут быть предоставлены в рамках настоящего Соглашения, Стороны, их компетентные органы и уполномоченные организации вправе использовать средства защиты информации, а также снабжать передаваемую в рамках Соглашения продукцию, содержащую результаты интеллектуальной деятельности и (или) являющуюся таковой, техническими средствами, защищающими ее от несанкционированного копирования, изменения и (или) модификации, в порядке, предусмотренном законодательством государства каждой из Сторон.

6. Стороны, их компетентные органы и уполномоченные организации безвозмездно предпринимает все необходимые меры для



будут реэкспортироваться или передаваться из-под юрисдикции Республики Бурунди в любое другое государство только на условиях, предусмотренных настоящей статьей.

Ядерный материал, передаваемый Республике Бурунди в рамках настоящего Соглашения, не обогащается до значения 20 процентов и более по изотопу урана-235, а также не обогащается и не перерабатывается без предварительного письменного согласия компетентного органа передающей Стороны, оформленного в соответствии с законодательством Российской Федерации.

Товары двойного назначения и соответствующие технологии, применяемые в ядерных целях, полученные от Российской Федерации в соответствии с настоящим Соглашением, и любые их воспроизведенные копии:

будут использоваться только в заявленных целях, не связанных с деятельностью по созданию ядерных взрывных устройств;

не будут использоваться при осуществлении деятельности в области ядерного топливного цикла, не поставленной под гарантии Международного агентства по атомной энергии;

не будут копироваться, модифицироваться, реэкспортироваться или передаваться третьей стороне без оформленного в соответствии с законодательством Российской Федерации письменного разрешения российских уполномоченных организаций.

Стороны осуществляют сотрудничество по вопросам контроля над экспортом ядерных материалов, оборудования, специальных неядерных материалов и соответствующих технологий, а также товаров двойного назначения. Контроль за использованием поставленных ядерных материалов, оборудования, специальных неядерных материалов и соответствующих технологий, а также произведенных на их основе или в результате их использования ядерных и специальных неядерных материалов, установок и оборудования осуществляется способом, согласованным путем консультаций между Сторонами.

## Статья 11

В рамках настоящего Соглашения не осуществляется передача технологий и установок для химической переработки облученного ядерного топлива, изотопного обогащения урана и производства тяжелой

Настоящее Соглашение заключается сроком на 10 лет. Его действие автоматически продлевается на последующие 5-летние периоды, если ни одна из Сторон не уведомит по дипломатическим каналам в письменной форме другую Сторону не менее чем за 6 месяцев до истечения первоначального или очередного периода о своем намерении прекратить действие настоящего Соглашения.

Прекращение действия настоящего Соглашения не затрагивает программ, проектов и договоров (контрактов), выполнение которых начато в период действия настоящего Соглашения и не завершено до даты прекращения его действия, если Стороны не договорятся об ином.

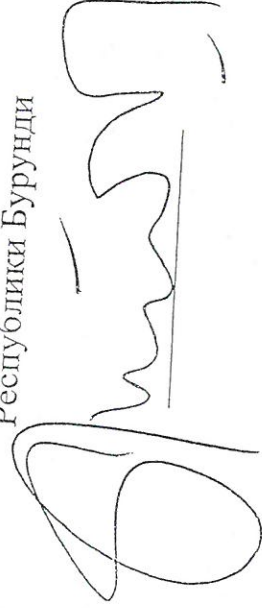
В случае прекращения действия настоящего Соглашения обязательства Сторон в соответствии со статьями 8 - 12 настоящего Соглашения остаются в силе.

Совершено в г.

" "

2023 г. в  
двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, при этом оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство  
Республики Бурунди



За Правительство  
Российской Федерации

